ISSN 2071 - 1964

**Revue interafricaine de littérature,
linguistique et philosophie**

Particip'Action

**Revue semestrielle. Volume 14, N°1 – Janvier 2022
Lomé – Togo**

ADMINISTRATION DE LA REVUE PARTICIP'ACTION

Directeur de publication	: Pr Komla Messan NUBUKPO
Coordinateurs de rédaction	: Pr Martin Dossou GBENOUGA : Pr Kodjo AFAGLA
Secrétariat	: Dr Ebony Kpalambo AGBOH : Dr Komi BAFANA : Dr Kokouvi M. d'ALMEIDA : Dr Isidore K. E. GUELLY

COMITE SCIENTIFIQUE ET DE RELECTURE

Président : Serge GLITHO, Professeur titulaire (Togo)

Membres :

Pr Augustin AÏNAMON (Bénin), Pr Kofi ANYIDOHO (Ghana), Pr Zadi GREKOU (Côte d'Ivoire), Pr Akanni Mamoud IGUE, (Bénin), Pr Mamadou KANDJI (Sénégal), Pr Taofiki KOUMAKPAÏ (Bénin), Pr Guy Ossito MIDIOHOUAN (Bénin), Pr Bernard NGANGA (Congo Brazzaville), Pr Norbert NIKIEMA (Burkina Faso), Pr Adjai Paulin OLOUKPONA-YINNON (Togo), Pr Issa TAKASSI (Togo), Pr Simon Agbéko AMEGBLEAME (Togo), Pr Marie-Laurence NGORAN-POAME (Côte d'Ivoire), Pr Kazaro TASSOU (Togo), Pr Ambroise C. MEDEGAN (Bénin), Pr Médard BADA (Bénin), Pr René Daniel AKENDENGUE (Gabon), Pr Konan AMANI (Côte d'Ivoire), Pr Léonard KOUSSOUHON (Bénin), Pr Sophie TANHOSOU-AKIBODE (Togo).

Relecture/Révision

- Pr Serge GLITHO
- Pr Ataféi PEWISSI
- Pr Komla Messan NUBUKPO

Contact : Revue **Particip'Action**, Faculté des Lettres, Langues et Arts de l'Université de Lomé – Togo.

01BP 4317 Lomé – Togo

Tél. : 00228 90 25 70 00/99 47 14 14

E-mail : participaction1@gmail.com

© Janvier 2022

ISSN 2071 – 1964

Tous droits réservés

LIGNE EDITORIALE DE PARTICIP'ACTION

Particip'Action est une revue scientifique. Les textes que nous acceptons en français, anglais, allemand ou en espagnol sont sélectionnés par le comité scientifique et de lecture en raison de leur originalité, des intérêts qu'ils présentent aux plans africain et international et de leur rigueur scientifique. Les articles que notre revue publie doivent respecter les normes éditoriales suivantes :

1.1 Soumission d'un article

La Revue Particip'Action reçoit les projets de publication par voie électronique. Ceci permet de réduire les coûts d'opération et d'accélérer le processus de réception, de traitement et de mise en ligne de la revue. Les articles doivent être soumis à l'adresse suivante (ou conjointement) : Participaction1@gmail.com

1.2 L'originalité des articles

La revue publie des articles qui ne sont pas encore publiés ou diffusés. Le contenu des articles ne doit pas porter atteinte à la vie privée d'une personne physique ou morale. Nous encourageons une démarche éthique et le professionnalisme chez les auteurs.

1.3 Recommandations aux auteurs

L'auteur d'un article est tenu de présenter son texte dans un seul document et en respectant les critères suivants :

Titre de l'article (obligatoire)

Un titre qui indique clairement le sujet de l'article, n'excédant pas 25 mots.

Nom de l'auteur (obligatoire)

Le prénom et le nom de ou des auteurs (es)

Présentation de l'auteur (obligatoire en notes de bas de page)

Une courte présentation en note de bas de page des auteurs (es) ne devant pas dépasser 100 mots par auteur. On doit y retrouver obligatoirement le nom de l'auteur, le nom de l'institution d'origine, le statut professionnel et l'organisation dont il relève, et enfin, les adresses de courrier électronique du ou des auteurs. L'auteur peut aussi énumérer ses principaux champs de recherche et ses principales publications. La revue ne s'engage toutefois pas à diffuser tous ces éléments.

Résumé de l'article (obligatoire)

Un résumé de l'article ne doit pas dépasser 160 mots. Le résumé doit être à la fois en français et en anglais (police Times new roman, taille 12, interligne 1,15).

Mots clés (obligatoire)

Une liste de cinq mots clés maximum décrivant l'objet de l'article.

Corpus de l'article

-La structure d'un article, doit être conforme aux règles de rédaction scientifique, selon que l'article est une contribution théorique ou résulte d'une recherche de terrain.

-La structure d'un article scientifique en lettres et sciences humaines se présente comme suit: **Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale :**

Introduction (justification du sujet, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

- Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain :

Titre,

Prénom et Nom de l'auteur,

Institution d'attache, adresse électronique (note de bas de page),

Résumé en français. Mots-clés, Abstract, Keywords,

Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Par exemple : Les articles conformes aux normes de présentation, doivent contenir les rubriques suivantes : introduction, problématique de l'étude, méthodologie adoptée, résultats de la recherche, perspectives pour recherche, conclusions, références bibliographiques.

Tout l'article ne doit dépasser 17 pages,

Police Times new roman, taille 12 et interligne 1,5 (maximum 30 000 mots). La revue Particip'Action permet l'usage de notes de bas de page pour ajouter des précisions au texte. Mais afin de ne pas alourdir la lecture et d'aller à l'essentiel, il est recommandé de **faire le moins possible usage des notes (10 notes de bas de page au maximum par article).**

- A l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, les articulations d'un article doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (**exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.**).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point. Insérer la pagination et ne pas insérer d'information autre que le numéro de page dans l'en-tête et éviter les pieds de page.

Les figures et les tableaux doivent être intégrés au texte et présentés avec des marges d'au moins six centimètres à droite et à gauche. Les caractères dans ces figures et tableaux doivent aussi être en Times 12. Figures et tableaux doivent avoir chacun(e) un titre.

Les citations dans le corps du texte doivent être indiquées par un retrait avec tabulation 1 cm et le texte mis en taille 11.

Les références de citations sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées) ; - Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemples :

- En effet, le but poursuivi par **M. Ascher (1998, p. 223)**, est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupée du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakitè, 1985, p. 105).

Pour les articles de deux ou trois auteurs, noter les initiales des prénoms, les noms et suivis de l'année (J. Batee et D. Maate, 2004 ou K. Moote, A. Pooul et E. Polim, 2000). Pour les articles ou ouvrages collectifs de plus de trois auteurs noter les initiales des prénoms, le nom du premier auteur et la mention "et al" (F. Loom et al, 2003). Lorsque plusieurs références sont utilisées pour la même information, celles-ci doivent être mises en ordre chronologique (R. Gool, 1998 et M. Goti, 2006).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Références bibliographiques (obligatoire)

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Il convient de prêter une attention particulière à la qualité de l'expression. Le Comité scientifique de la revue se réserve le droit de réviser les textes, de demander des modifications (mineures ou majeures) ou de rejeter l'article de manière définitive ou provisoire (si des corrections majeures doivent préalablement y être apportées). L'auteur est consulté préalablement à la diffusion de son article lorsque le Comité scientifique apporte des modifications. Si les corrections ne sont pas prises en compte par l'auteur, la direction de la revue Particip'Action se donne le droit de ne pas publier l'article.

AMIN Samir, 1996, Les défis de la mondialisation, Paris, Le Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, Qu'est-ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, L'homme moderne et son éducation, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », Diogène, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, Violence technologique et développement. La question africaine du développement, Paris, L'Harmattan.

NB1 : Chaque auteur dont l'article est retenu pour publication dans la revue **Particip'Action** participe aux frais d'édition à raison de 65.000 francs CFA (soit 100 euros ou 130 dollars US) par article et par numéro. Il reçoit, à titre gratuit, un tiré-à-part.

NB2 : La quête philosophique centrale de la revue **Particip'Action** reste: **Fluidité identitaire et construction du changement: approches pluri-et/ou transdisciplinaires.**

Les auteurs qui souhaitent se faire publier dans nos colonnes sont priés d'avoir cette philosophie comme fil directeur de leur réflexion.

La Rédaction

SOMMAIRE

LITTERATURE

1. Weaponizing the Voice in a Hostile Environment: A Reading of August Wilson's *Ma Rainey's Black Bottom*
Kodzo Kuma AHONDO.....9
2. Spaces in Nadine Gordimer's *The Pickup*: Sites of Identity Redefinition
Khadidiatou DIALLO.....27
3. Non Antagonistic Views about What It Means to be Sisters: A Reading of Danzy Senna's *From Caucasia with Love*
Alexandre NUBUKPO.....53
4. L'art et la vie dans *Flaubert's Parrot* (1984) de Julian Barnes
Astou FALL & Salif MENDY.....61
5. The African Woman in John Ruganda's *Black Mamba*
Kokouvi Mawulé d'ALMEIDA & Ayélé Fafavi d'ALMEIDA.....81
6. "The Streets Don't Go There": The Construction of the Myth of the Male and Female Subjection in Toni Morrison's *Love*
Sènakpon Adelphe Fortuné AZON.....97
7. Contextualizing Education in African and American Communities: A Marxist Reading of Joseph Coleman De Graft's *Sons and Daughters* and William Henry Smith's *The Drunkard*
James Kodjo AKAKPO-DOME.....115
8. Revisiting Racial Lexis in Peter Abrahams' *Tell Freedom*
Fougnigué Madou YEO.....139

LINGUISTIQUE

9. Etude lexicosémantique de termes liés au plurilinguisme-pluriculturalisme et leurs incidences sur les langues et les anthroponymes et patronymes éwé
Komla Enyuamedi AGBESSIME.....157
10. Prolégomènes à l'élaboration du manuel scolaire pour l'apprentissage du français langue étrangère au Nigéria
Boniface Osikwemhe IGBENEGHU.....179
11. Some Strategies to Improve Reliability in Spoken Production Tests
Amelan Martine AKPESSI Epse YAO.....207

12. Les études littéraires et la professionnalisation à l'Université d'Abomey-Calavi
Martial FOLLY & Toussaint Yaovi Tchitchi.....231

PHILOSOPHIE ET SCIENCES SOCIALES

13. A Critical Descriptive, Interpretative and Explanatory Analysis of Vice President Kamala Harris's Victory Speech
Ferdinand KPOHOUE, Nassourou IMOROU & Edouard L. K. Koba.....255
14. Mécanismes d'accès aux terres cultivables dans la préfecture du Zio au Togo
Komivi BOKO.....277

MÉCANISMES D'ACCÈS AUX TERRES CULTIVABLES DANS LA PRÉFECTURE DU ZIO AU TOGO

Komivi BOKO*

Résumé

Dans le contexte de modernité marquée par l'individualisation des terres au Togo, le statut foncier des paysans subit de transformations importantes, nécessitant pour eux des adaptations pour accéder aux terres cultivables. La disponibilité de ce capital de production agricole s'inscrit, dès lors, au cœur des enjeux de propriété et d'usage qui précarisent les conditions de production de ces acteurs.

Conduite dans une démarche qualitative en utilisant les techniques d'observation, d'entretiens individuels et de groupe avec les paysans et les responsables locaux des 17 cantons de la préfecture du Zio au Togo, la recherche débouche sur les résultats qui retracent les mécanismes non révocables et les mécanismes révocables. Par des pratiques foncières endogènes, les paysans accèdent aux terres cultivables qu'ils exploitent. L'héritage foncier, l'achat, le demê et le bail constituent les moyens d'accès aux terres cultivables de cette préfecture.

Mots-clés : mécanismes, accès, terres cultivables, Zio, Togo.

Abstract

In the context of modernity marked by the individualization of land in Togo, the land status of peasants is undergoing major changes, requiring them to adapt in order to access arable land. The availability of this agricultural production capital is therefore at the heart of the issues of ownership and use that make the production conditions of these stakeholders more precarious.

Conducted in a qualitative approach using observation techniques, individual and group interviews with the peasants then the local officials of the 17 cantons of the Zio administrative district in Togo, the research leads to results which trace the non-revocable mechanisms and revocable mechanisms. Through endogenous land tenure practices, the peasants gain access to the arable land they exploit. Land inheritance, purchase, the demê

*Université de Lomé (Togo) ; E-mail : claudebok7@yahoo.com @gmail.com

and the lease constitute the means of access to the cultivable lands of this prefecture.

Keywords : mechanisms, access, cultivable land, Zio, Togo.

Introduction

Les terres cultivables constituent le capital majeur des agriculteurs. Au sein des communautés, les dispositions relatives à l'exploitation agricole tiennent compte d'une totalité d'acteurs (homogènes et hétérogènes, hommes et femmes, autochtones et allochtones, propriétaires terriens et non- propriétaires) entretenant des liens importants de sociabilité (K. Boko, 2018, p.201).

Les pratiques communautaires, fondées sur la solidarité mécanique, fournissaient des atouts importants de mise en valeur des terres (E. Durkheim, 2008, p.160). Cependant, ces mécanismes coutumiers se trouvent affaiblis par le système foncier moderne, d'inspiration occidentale, qui entraîne des mutations dans la gestion des terres cultivables. À travers le colonialisme, s'observe la transposition du modèle de privatisation et de personnalisation des biens fonciers. Malgré cette transposition, quelques pratiques traditionnelles perdurent dans les zones rurales où la propriété collective des terres cultivables souligne leur caractère indivis et traditionnel.

Au Togo, la législation agrofondcière de 1974 n'a pas réussi à mettre en place un mécanisme endogène satisfaisant « pour sortir le paysan du ghetto de ses insuffisances » (K. Koffigoh, 1982, p.242). Les droits sur les terres, relevant ainsi d'acteurs divers (les collectivités familles, et des exploitants, etc.), impliquent les communautés dans la recherche d'un système foncier favorable au développement de l'agriculture (K. Alinon, 2010, p.12). La gestion des terres par le droit coutumier au niveau des chefs traditionnels ou par le droit moderne à la justice moderne, continue de créer un dualisme des politiques foncières (E. Gu-Konu, 1983, p. 91).

En 2018, l'adoption de la loi N° 2018-005 portant code foncier et domanial devrait asseoir, au Togo, des mécanismes avancés de gestion des terres cultivables, celles-ci représentant dans le domaine de l'agriculture un capital de production placé au centre des préoccupations des acteurs. Ces terres cultivables sont des propriétés individuelles ou collectives qui font l'objet de droits d'usage importants au profit des paysans qui y plantent des cultures (G. Guyon, 1989, p.78).

Cette recherche, structurée en quatre parties majeures, analyse les mécanismes d'accès aux terres agricoles dans la préfecture du Zio au Togo. La problématique fait l'état des lieux des mécanismes fonciers tournés vers l'agriculture, la théorie de référence inscrit la recherche dans un sens de compréhension sociologique tandis que la méthodologie indique le cheminement qui a conduit aux résultats obtenus.

1. Problématique

Les terres cultivables revêtent un défi majeur pour les paysans dans la mesure où elles constituent le fondement de toute activité de production agricole. En milieu rural, où elles sont de plus en plus convoitées par différents acteurs, les pratiques relatives à la propriété foncière et à la mise en exploitation des terres prennent un sens important. Par endroit, l'étalement urbain influence les activités champêtres, posant ainsi le problème de rapports entre les villes et les campagnes. Devant les réponses planétaires aux défis alimentaires, climatiques et sanitaires, le besoin d'inscrire l'agriculture dans la durée souligne la prise en compte de l'environnement, du niveau de l'économie et de la société (K. Boko, 2018, p. 12 ; H. Maman et al., 2020, p. 49).

En Afrique, les terres agricoles jouent un rôle déterminant dans la vie des communautés rurales qui entretiennent avec elles des rapports profonds. Ces derniers confèrent aux terres une représentation qui transcende la

subsistance vitale quotidienne qu'elles en tirent, selon G.-A. Kouassigan (1966, p.13) :

« La terre occupe dans bien des panthéons locaux une place spéciale. Elle n'est pas considérable dans sa simple matérialité ... elle est moins ce qu'elle représente que ce qu'elle suggère aux hommes. Avant que d'être source de richesses, elle est source de vie. Cette place particulière de la terre dans les croyances traditionnelles est attestée par les rites agraires.... Il s'ensuit que les rapports entre l'homme et la terre ne peuvent être uniquement juridiques ».

Ces perceptions paysannes des terres sont progressivement ébranlées par les changements importants qui caractérisent la vie socio-économique du continent. Le choc des rencontres au cours du colonialisme s'avère l'un des facteurs du basculement des traditions qui a généré la plupart des mutations foncières actuelles (G. Balandier, 1986, p.61). La marchandisation des terres agricoles constitue un fait qui tend à transformer les rapports traditionnels de propriété foncière et de production des paysans (E. Le Roy, 1997, p. 6 ; H. Mendras, 1968, p. 27). Le contexte de marché foncier met en jeu, au sens capitaliste de l'appropriation individuelle des terres, des rapports de l'offre et de la demande entre les acteurs divers parmi lesquels se retrouvent les paysans (K. Marx, 2014, p.10). Ces derniers, qui sont les véritables producteurs agricoles, mobilisaient malgré leur faible pouvoir économique, des droits de propriété et des droits de culture non négligeables sur des terres agricoles.

Au Togo, la superficie cultivée s'évalue à 1,4 million d'hectares, ce qui représente 41% des terres agricoles (FAO et al., 2012, p.10). Le pays jouit d'un potentiel important de production et d'une disponibilité de terres cultivables, mais il est également caractérisé par des facteurs majeurs de propriété foncière qui expliquent la faible mise en valeur de l'espace agricole (I. Boto et al. 2012, p.28). Les rapports de propriété et d'exploitation des terres sont aussi déterminants que les conditions de fertilité du sol, du climat et des techniques culturales adoptées. Prenant compte de ce rôle du facteur foncier dans agriculture, le gouvernement a

entrepris plusieurs actions. Ainsi, par le décret du 28 février 2019, l'obligation est faite à tout propriétaire de terres rurales de les mettre en valeur sous peine de les voir attribuées à toute personne qui en ferait la demande pour exploitation agricole dans le cadre d'un bail. Dans le contexte togolais où l'État n'est pas propriétaire des terres, l'idée d'amener les propriétaires à exploiter leurs terres agricoles, tout en s'inscrivant dans l'intérêt général du pays, trouve son fondement dans les pratiques agricoles de faire-valoir direct ou indirect des collectivités familiales propriétaires terriennes (K. A. Sossou, 2014, p. 261).

Dans la partie sud du Togo, l'agriculture est pratiquée sur les terres s'étendant des campagnes jusqu'aux confins des grandes villes. Dans la préfecture du Zio, située dans cette partie du pays, les zones rurales tout comme les périphéries urbaines (Tsévié, Davié, Kovié, Agbelouve et Gapé) regorgent d'acteurs nombreux œuvrant dans les exploitations agricoles. L'héritage de terres cultivables offre l'opportunité de leur mise en valeur aux descendants des lignées familiales. Cependant, les pratiques foncières des milieux Ewe¹⁴ autorisent les Anyigbafia ou les « maîtres de la terre seuls compétents pour régler toutes les contestations relatives à la terre » à attribuer, sur des conditions précises, des parcelles de terre à des fins de production aux autres paysans (N. Gayibor, 2011 p. 510 ; G. A. Kouassigan, 1966, p. 15). Les exemples du dibi-madibi¹⁵, appliqués aux plantations de cacao dans le sud-ouest de la préfecture de Kloto, de awoba¹⁶ ont permis aux propriétaires terriens de céder, sans intervention du pouvoir public, leurs terres cultivables à d'autres exploitants dans un esprit de solidarité (P. Kadouza, 2012, p. 2). Sur la base de ces pratiques, les terres agricoles sont cultivées dans la préfecture du Zio par les paysans de plusieurs provenances

¹⁴ Ethnie des autochtones propriétaires terriens

¹⁵ Pratique agricole d'origine Ashanti qui concède des terres à l'exploitation d'un étranger sur conditions de partage de récoltes de culture de rente

¹⁶ Mise en gage d'un fonds de terre ou échange des services d'un tiers sur une durée déterminée jusqu'à l'acquittement de la dette du débiteur à son créancier dans la coutume Ashanti du Ghana.

: les autochtones Ewé, les allochtones Kabyè et Nawda du nord, tout comme les Ouatchi du sud-est du Togo. Par quels mécanismes ces acteurs variés ont-ils accès aux terres pour exercer l'agriculture dans la préfecture du Zio au Togo ? L'accès des différents acteurs agricoles aux terres s'explique par des mécanismes fonciers révocables et non révocables ayant des caractères endogènes ou exogènes.

2. Théorie de référence

Cette recherche s'inspire des théories de l'acteur stratégique de Michel Crozier et de l'acteur rationnel de Raymond Boudon. Toute société est organisée sur la base des règles qui permettent de gérer la vie collective de ses membres. Ces règles, censées canaliser les comportements des acteurs, comportent toujours des zones d'incertitude, des aspects non prévus. L'acteur social exploite ces zones d'incertitude qui sont des failles de régulation pour développer des stratégies visant le contrôle de l'organisation sociale jusqu'à ce que celle-ci élabore de nouvelles lois qui corrigent ces failles. Selon Michel Crozier, l'analyse stratégique vise à comprendre les stratégies réelles mises en place par l'acteur au travers de la formation de relation et de jeux de pouvoir (M. Crozier, 1981, p. 56).

Quant à Raymond Boudon, l'acteur social est rationnel dans les initiatives qu'il entreprend, dans la mesure où il ne fait rien au hasard, il a de bonnes raisons d'agir. Il est guidé par la rationalité et les calculs d'intérêt en prenant ses décisions (R. Boudon, 1977, p.10). Les cultivateurs dans la préfecture du Zio s'inscrivent dans des stratégies foncières et dans une rationalité située qui leur permettent d'accéder aux terres agricoles pour mener leurs activités de production.

3. Démarche méthodologique

La recherche a emprunté une démarche qualitative. L'observation du paysage agraire de la préfecture du Zio a été focalisée sur les éléments tels

que la composante autochtone ou allochtone des exploitants, le type de propriété des terres cultivées, le droit de culture mobilisé, la technique culturelle adoptée et le type de culture.

Les entretiens individuels ont été conduits avec 85 leaders communautaires dans les chefs-lieux de 17 cantons de la préfecture. Il s'agit notamment des chefs de canton, notables, chefs de collectivités familiales, responsables de comités cantonaux de développement et de groupements de paysans. Le choix des enquêtés est fondé sur les rôles qu'ils jouent dans les règlements des problèmes fonciers et dans la production agricole au sein des communautés visitées.

Les entretiens de groupe ont été réalisés essentiellement avec les exploitants agricoles et les collectivités propriétaires de terrains dans deux villages sélectionnés par canton selon un échantillonnage aléatoire, soit 68 entretiens de groupe couvrant 34 villages de la préfecture.

4. Résultats

Les résultats de la recherche révèlent les différentes voies empruntées par les exploitants en vue d'accéder aux terres cultivables dans la préfecture du Zio. Ces voies, qui traduisent les droits de propriété et de culture sur les fonds de terre, sont réparties en deux catégories, à savoir les mécanismes d'accès non révocable et systèmes d'accès révocables.

4.1. Mécanismes d'accès non révocable aux terres cultivables

Les mécanismes par lesquels les exploitants agricoles accèdent sur une longue durée aux terres dans la préfecture du Zio se présentent de deux façons. L'accès par transmission d'héritage foncier et l'acquisition par achat de terrains.

4.1.1. Héritage des terres mises en culture

La terre agricole s'acquiert principalement par voie d'héritage familial dans la tradition des communautés de la préfecture du Zio. Les

ancêtres qui ont fait prévaloir leurs droits de premiers occupants sur les terrains vacants d'antan ont légué ces biens à leurs progénitures. C'est ce qui ressort de l'extrait d'une interview :

Notre grand-père était un grand chasseur et les terres qu'il a conquises, sont celles que nous cultivons aujourd'hui, en tant qu'héritiers. Par la chasse et l'agriculture, notre grand-père avait conquis de vastes domaines dans le temps et il était un grand propriétaire foncier. Ces terres conquises, à la sueur de son front et parfois au prix de sa vie sont des biens précieux qu'il a légués à nous qui sommes ses rejetons aujourd'hui. (Extrait d'interview avec un octogénaire, Données de terrain, mars 2021).

L'héritage foncier remonte aux travaux de parents vaillants (chasseurs et paysans) qui ont transmis des terres cultivables à leurs descendants, dont quelques-uns exercent encore l'agriculture. Les héritiers qui ne cultivent pas eux-mêmes les terres les mettent souvent en valeur par des systèmes de faire-valoir indirect. Dans leur conquête de l'espace vital, tout comme dans la conservation de ces acquis fonciers chers, les aïeux ont dû faire face, au prix de leurs vies, à des adversités provenant des fauves et de rivaux.

Conscients de l'importance que présentent les terres comme socle sur lequel repose l'agriculture, le chef de la collectivité, veille à mettre les terres héritées à la disposition de tous ses membres de la famille pour l'exploitation. Selon la coutume, quand l'on est membre d'une collectivité, il suffit de demander au chef de famille une surface pour pratiquer l'agriculture de son choix et subvenir à ses propres besoins.

Les terres agricoles sont conquises par les aïeux pour qu'elles permettent à leurs descendants de les cultiver pour satisfaire leurs besoins vitaux. Les agbledonu ou chef de collectivité familiale ont le devoir de procurer des terres à chaque membre qui en sollicite pour ses activités agricoles. Un seul membre ne doit pas en faire sa propriété privée, quel qu'il soit. (Extrait des propos d'un chef de famille, Données de terrain, Mars 2021)

L'homme le plus âgé de la collectivité représente le premier occupant des héritages fonciers de la famille. Il a l'obligation morale de gérer les terrains au profit de tous les membres. Il n'a pas le droit de s'arroger le titre de

propriété de ces terres au mépris des autres, sous peine de s'attirer le mécontentement des aïeux. La qualité de membre d'une collectivité familiale est fonction du lien de sang patriarcal des descendants avec les premiers occupants et détermine la jouissance de l'héritage foncier. La terre demeure un bien de la collectivité, ce qui justifie le fait que les droits de la collectivité familiale sont toujours plus forts que ceux de l'individu. La famille continue d'avoir un droit éminent même sur les terres qui font l'objet d'un droit d'usage individuel.

L'héritage de grands domaines de terrains cultivables est facteur de l'agriculture extensive dans la préfecture du Zio. Les paysans qui pratiquent dans la majeure partie la jachère ont besoin d'une disponibilité de terres qu'ils pourront emblaver le temps que dure cette mise en friche, tel que le souligne cette personne interrogée à Agbelouvé :

Notre famille a plus de 200 ha de terres cultivables sur lesquelles, chaque membre cultive son champ. Si une partie ne donne plus de bonnes récoltes, il suffit de l'abandonner pendant deux ou quatre saisons. Durant ce temps, on cultive une autre partie non exploitée. Parfois, l'abattage des palmiers libère des espaces fertiles. Imaginez que l'héritage de notre famille n'est pas vaste et qu'il y ait dans la famille plusieurs paysans, le problème serait différent. (Un chef de collectivité de 62 ans, Données de terrain, Mars 2021)

La recherche d'une meilleure rentabilité des terres cultivées, en adoptant des pratiques culturales telles que la jachère, nécessite une disponibilité foncière pour que les paysans maintiennent leur capacité de production. Les terres familiales s'avèrent un acquis précieux pour les paysans-héritiers qui ont ainsi la possibilité de laisser les terres pauvres en friche pour emblaver d'autres qui sont plus fertiles. L'extension et la diversification des activités agricoles s'offrent bien plus aux paysans-héritiers fonciers qui sont ainsi moins obligés de se procurer des engrais chimiques pour fertiliser leurs champs. La fertilité organique des terres par la jachère exempte les cultivateurs-héritiers fonciers des pratiques culturales non durables qui détériorent à terme les terres cultivables.

4.1.2. Acquisition de propriété par achat des terres emblavées

Le marché foncier offre aujourd'hui aux acteurs l'achat de terrains de culture comme mécanisme pour pratiquer l'agriculture. Ces transferts monétaires de propriété terrienne s'inscrivent dans un contexte socio-économique moderne qui confère aux terres agricoles une valeur marchande. Dans les villages de la préfecture du Zio, la mobilité professionnelle des descendants de paysans, pour divers facteurs, traduit un délaissement et un bradage des terres. Les personnes qui ont de l'intérêt pour les champs s'engagent dans l'acquisition de terres, tel que le témoignent les propos recueillis d'une interview :

Quelques paysans, qui disposent des moyens d'acquérir les terres, trouvent bien leurs comptes. Je connais des gens qui ont acheté eux-mêmes des terres pour cultiver et agrandir leurs champs dans ce village. Ils se sont levés tôt et ils avaient payé très moins cher des terres qu'ils cultivent. Il y a des gens dont les grands-parents n'avaient pas conquis de terres. Ceux-là trouvent nécessaire de s'en procurer eux-mêmes. Ils ont aujourd'hui de vastes domaines de plantations ou de cultures vivrières. On y trouve aussi des étrangers et des fonctionnaires dont beaucoup ne cultivent pas eux-mêmes la terre. Mais ils y ont installé des surveillants qui les mettent en valeur pour eux. (Extrait des propos d'un cultivateur de 56 ans, Données de terrain, Mars 2021).

L'achat de domaines agricoles s'impose aux cultivateurs dont la superficie emblavée se trouve insuffisante. Pour maximiser leurs capacités de production, ils achètent des terres pour élargir leurs activités. L'achat de terres dote les cultivateurs d'un droit total de propriété sur leurs exploitations. Il en est de même pour ceux qui, n'ayant pas d'héritage foncier agricole, s'en procurent de manière plus certaine par voie d'achat. En outre, les acteurs non paysans intéressés par l'agriculture ou la plantation s'y investissent par le mode de faire-valoir indirect ou le fermage, ce qui renforce la paysannerie actuelle de la préfecture du Zio d'un profil varié d'acteurs dans le domaine de l'agriculture.

Les libertés qui sont attachées au droit de propriété sur les terres mises en culture constituent le motif majeur d'importants acteurs agricoles des

localités. La propriété privée des terres exploitées donne des avantages économiques essentiels, en ce sens qu'elle permet aux paysans d'avoir un plan de mise en valeur prolongée du domaine. Elle évite les déboires qui interviennent souvent dans les différents modes de faire-valoir.

Aujourd'hui, lorsque le paysan est propriétaire de la terre qu'il cultive, il est plus heureux. Il a le libre choix de décider la culture qu'il adopte qu'elle soit une culture vivrière ou de rente et quel que soit le temps qu'elle mettra pour arriver à maturité ou à la récolte. Cette liberté, aucun paysan qui emblave une terre héritée ne la dispose pleinement comme celui qui a de droits privés individuels de propriété sur un terrain. Quand tes propres frères savent que tu as acheté la terre que tu cultives, ils sont prévenus. À ta mort, ils seront moins enclins à le mettre dans l'héritage pour créer des problèmes à tes enfants (Propos d'un fonctionnaire retraité exerçant actuellement dans l'agriculture, Données de terrain, 2021).

Il ressort de ces propos que les terres de cultures acquises par voie d'achat offrent plus d'opportunité aux acteurs agricoles, qui ont ainsi le choix d'exploitation et la sécurité de production en obviant les problèmes de propriétaires terriens et des cohéritiers. Ce mécanisme garantit beaucoup plus la disponibilité foncière aux paysans et à ses descendants directs futurs si ces derniers n'en abusent pas plus tard, car « chaque fonds de terre est le royaume de son propriétaire » (A.G. Kouassigan, 1966, p. 14).

Hormis l'héritage et l'achat de terres cultivables, il existe également d'autres formes d'accès permettant la pratique de l'agriculture dans la préfecture du Zio.

4.2. Mécanismes d'accès révocable de terres cultivables

L'accès aux terres agricoles s'effectue aussi par des contrats de mise en valeur entre les propriétaires terriens et les exploitants. L'importance de la valeur vénale (et non plus sociale) dans le contexte moderne a révolutionné les contrats traditionnels d'exploitation tels que agbleta dede¹⁷, awoba, le don de terres. Deux types de contrat font office de pratiques de

¹⁷ Une pratique foncière qui consiste à donner aux propriétaires terriens les prémisses des récoltes.

faire-valoir indirect des détenteurs collectifs et individuels de terres agricoles.

4.2.1. Deme

Le système de faire-valoir par métayage constitue un mécanisme d'accès courant des paysans non propriétaires terriens à des espaces de champs cultivés dans la préfecture du Zio. Ils acquièrent sur des clauses élémentaires des parcelles de terre pour pratiquer l'agriculture.

Chez nous ici, on donne le champ à cultiver sur des conditions bien définies entre demandeurs et propriétaires. Deme consiste à avoir chez un propriétaire un espace de champ délimité, mesuré ou non, à cultiver sur les deux saisons agricoles. On cultive efe ou ada et kele. Et à la fin de chaque saison, les récoltes effectuées sont partagées en trois parts égales dont deux parts vont à l'exploitant et une part au propriétaire du terrain cultivé. Les deux parties sont présentes lors des récoltes pour suivre le partage et chacune emporte sa part. On fait comme ça pour toutes les cultures du champ (Un métayer de 35 ans, Données de terrain, 2021).

Le bail deme¹⁸ consiste à céder, sous contrat, une portion de terres agricoles à un paysan qui s'engage à partager les récoltes à la fin de chaque saison avec le propriétaire terrien. Selon, les termes de ce contrat, le 1/3 des récoltes revient de droit au propriétaire tandis que les 2/3 sont pour l'exploitant. Le strict respect du contrat lie le métayer à son propriétaire dans le cadre de la production et les excuses liées aux aléas divers font l'objet de consensus amiable entre les deux parties. À défaut, les chefs coutumiers règlent ces mésententes.

Les dispositions du deme autorisent fondamentalement l'exploitant à faire des cultures vivrières, les cultures de rente font cas d'exception, ce qui rend précaire les activités agricoles. Les propriétaires refusent les cultures pérennes quand on est en deme. C'est uniquement les vivres qui sont cultivés et qu'on partage. Avant quelques propriétaires avaient permis à leurs métayers de planter du palmier à l'huile. Mais

¹⁸ Métayage courant dans la partie sud-ouest de préfecture du Zio, par lequel les exploitants s'engagent à partager les récoltes avec les propriétaires fonciers.

rare sont aujourd'hui ceux qui donnent ce feu vert à leurs métayers (un propriétaire de terrains agricoles, Données de terrain, Mars 2021).

Le type de culture dominant sur le terrain emblavé indique parfois si le producteur est propriétaire terrien ou non des terres exploitées. Par endroit, seul le propriétaire foncier a le privilège de planter les cultures pérennes telles que les palmiers, les tecks, etc. tandis que l'exploitant plante les cultures vivrières qui contribuent à l'alimentation des familles. Dans la préfecture du Zio, les pratiques agricoles demeurent offrent une opportunité majeure d'intégration des paysans tout comme la location.

4.2.2. Location ou bail des terres cultivées

Les exploitations agricoles sont réalisées également par le mécanisme de contrat bail coutumier qui consiste à louer de terres pour les activités champêtres. Les familles propriétaires de terres concèdent quelques parties de leurs fonds de terre aux paysans qui en font la demande, moyennant des redevances locatives conclues gré à gré ou par contrat.

« Quand vous trouvez un terrain agricole intéressant pour vous, il suffit d'approcher un membre de la collectivité qui vous introduit au chef de famille. Celui qui cherche qui fait le premier pas. Au jour fixé, le chef se fait entourer de ses enfants pour vous dévoiler les conditions d'exploitation. Après accord en face des témoins, ils vous conduisent sur le terrain et vous indiquent les limites et les limitrophes. Le chef de famille prononce une prière pour implorer les mânes des premiers occupants et la fertilité du sol. On ne va jamais les mains vides chez le propriétaire terrien, une bouteille de boisson forte au moins s'impose » (Un exploitant agricole de 31 ans, Données de terrain, Mars 2021).

Les exploitants se font présenter aux chefs des collectivités propriétaires de terres pour connaître les membres de la famille, les termes du contrat puis le terrain. Ces phases sont empreintes de traditions qui traduisent le caractère sacré conféré à la terre en milieu Ewé. Les prières sont adressées aux ancêtres en vue d'implorer la paix, la fertilité du sol pour l'exploitant qui devra commencer ses activités de production dès la campagne agricole.

Le mécanisme de location de terrains permet aux exploitants agricoles de disposer d'un droit de culture sur les fonds de terre emblavés. Mais ce

contrat s'avère pécuniaire, dans la mesure où il est assorti du versement d'une redevance toutes les saisons agricoles.

J'ai loué la terre pour cultiver. Ici, un hectare de terre vaut 10.000 F CFA chaque année. Je cultive 8 hectares. Une fois que je m'acquitte régulièrement de cette somme, je suis libre de cultiver le champ et de récolter mes cultures sans l'intrusion du propriétaire terrien. Les cultures sont les fruits de mes durs labeurs et les récoltes m'appartiennent totalement. Je n'ai pas le droit de propriété sur la terre, mais j'en ai sur mes cultures. Parfois, je paie pour cinq ans et je plante des cultures que je peux récolter sur cette durée. Je peux que je tire mon compte de mes activités champêtres. Je nourris ma famille, j'assume la scolarité et l'apprentissage de mes 6 enfants. J'ai une moto et j'ai payé moi-même un hectare de terre plus loin. (Extrait des propos d'un locataire de terres, âgé de 29 ans, Données de terrain, Mars 2021).

Le bas prix de bail de ces terrains offre l'opportunité aux paysans qui ne disposent pas eux-mêmes de droits de propriété foncière, d'exercer leur métier avec des droits d'usage importants. La stratégie consistant à s'acquitter d'avance des redevances, procure aux exploitants qui en ont la possibilité un double avantage. Cette stratégie leur permet de faire un plan de mise en valeur du domaine et d'avoir des marges de manœuvre pour planter des cultures de durée moyenne de 3ans. Malgré, ces conditions d'exploitation, les cultivateurs réalisent des revenus avec lesquels ils parviennent à assurer leurs charges familiales et d'acheter de terres cultivables pour eux-mêmes.

Lorsque que les deux parties respectent les termes du contrat de bail coutumier, les liens de liens de solidarité des exploitants et des propriétaires terriens s'en sortent raffermiss. Les terres cultivables font dès lors, office d'un réceptacle de sociabilité des acteurs dans les localités de la préfecture du Zio :

Nous, nous sommes venus ici depuis. Mon grand-père Tukudi a été bien reçu par les propriétaires terriens. Le grand-père est décédé, le plus vieux de nos propriétaires aussi. Mais nous les descendants, nous cultivons toujours leurs terres. Celles-ci sont toujours louées, sur la base des contrats renouvelés. Nous, nous sommes originaires d'Anfouin, d'autres viennent du nord...Mais tant que tu ne verses pas tes redevances, tu as tous les ennuis avec les propriétaires. Si tu

t'acquittes de ton dû, tu es libre. En cas de difficultés, on approche le propriétaire bien avant le délai de paiement (un locateur de 55 ans, Données de terrain, Mars 2021).

Les descendants des exploitants continuent de cultiver les terrains par location après le décès du parent. Tant qu'ils versent régulièrement les loyers des parcelles cultivées, ils n'ont pas de problème avec leurs propriétaires terriens. Le respect des principes de location et l'esprit de compréhension mutuelle expliquent l'existence de longue durée des exploitants d'origines diverses sur les terrains qu'ils exploitent dans les localités de la préfecture du Zio.

Cette cohésion multiethnique des acteurs agricoles est facteur d'une synergie communautaire déployée au profit du renforcement de la productivité agricole de la préfecture.

5. Discussion des résultats

Les résultats de cette recherche montrent que la propriété des terres cultivées dans le cadre de l'héritage foncier et l'achat de terres constitue les mécanismes qui garantissent l'exploitation agricole de long terme pour les paysans. Par contre, lorsqu'ils accèdent aux terres par le métayage ou par la location de fond de terres, l'agriculture que les cultivateurs pratiquent, dans ce contexte, s'inscrit dans le court ou moyen terme parce qu'ils ne sont pas propriétaires des parcelles cultivées.

Ces aspects des résultats de cette recherche peuvent être relativisés par les constats qui font état d'implantation des groupes paysans exploitant les terrains dont ils ne sont pas propriétaires pendant une longue période d'années. Ils ont un accès foncier précaire, mais ils jouissent d'une exploitation qui perdure. Cependant, lorsqu'il s'agit des propriétaires ou héritiers fonciers, qui ont des acquis fonciers solides, il est remarquable que l'accès foncier ne rime pas avec l'exploitation agricole. Ces acteurs propriétaires non exploitants adoptent trois mécanismes d'exploitation à

savoir la mise en valeur personnelle, métayage et location aux paysans qui sollicitent leurs terrains, ce qui s'explique par des raisons multiples. Ces critiques soulignent que même les accès révocables aux terres cultivables tels que le demê et la location peuvent servir à des exploitations agricoles de durée longue pour les exploitants qui respectent l'esprit des contrats qu'ils ont convenus avec les propriétaires terriens.

Le renforcement des liens sociaux des propriétaires et des exploitants dans le cadre du demê et du bail locatif de terrains agricoles constitue un symbole majeur de production de cultures vivrières et de rente de durée moyenne dans la préfecture du Zio. Contrairement, le dibi madibi pratiqué avec les cultures pérennes de cacaoyers et de caféiers dans le Kloto ont été un fiasco des relations harmonieuses des acteurs propriétaires et exploitants (P. Kadouza, 2012, p.22).

Le rôle de l'État, garant de la sécurité des biens fonciers et des promoteurs de l'agriculture, devra consister à formaliser les contrats de mise en valeur des terres cultivables entre les acteurs agricoles (propriétaires et exploitants).

Conclusion

L'accès aux terres cultivables revêt une importance capitale pour toute activité de production agricole, surtout dans un contexte de marchandisation foncière. Malgré la disponibilité de terres au Togo et dans la préfecture du Zio en particulier, le capitalisme foncier engageant des droits de propriété privée et des droits de culture des terres fait obstacle à leur exploitation.

La recherche est conduite dans une démarche qualitative où l'observation et les entretiens individuels et de groupes avec les personnes-ressources ont permis d'analyser les mécanismes adoptés par les paysans dans le cadre de leurs productions. Les résultats montrent que les terres cultivables de la préfecture du Zio sont exploitées à travers des mécanismes

d'accès stables et non révocables aux terres et des mécanismes d'accès révocables ou éphémères. Les premiers sont l'héritage foncier et l'acquisition de terres par achat, tandis que les seconds se réfèrent au demeurant et au bail de terres agricoles.

Références bibliographiques

- ALINON Koffi, 2015, « Gestion alternative des conflits, outils d'analyse », in Des fiches pédagogiques Comité technique foncier et développement, Paris.
- BALANDIER Georges, 1986, Sens et puissance : les dynamiques sociales, Paris, PUF.
- BOKO Komivi, 2018, Pratiques foncières et agriculture durable dans la préfecture du Zio au Togo, Thèse de doctorat unique, Université de Lomé.
- BOTO Isolina, LA PECCERELLA Camilla, BRASESCO Filippo, 2012, Accès à la terre et développement rural : nouveaux enjeux, nouvelles opportunités, CTA, Bruxelles.
- BOUDON Raymond, 1977, Effet pervers et ordre social, PUF, Paris.
- CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, 1981, L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective, Editions Seuil, Paris.
- DURKHEIM Emile, 2008, De la division du travail social, PUF, 8^{ème} édition
- FAO et REPUBLIQUE TOGOLAISE, 2012, Cadre de programmation par pays CPP-Togo 2013-2017, Lomé.
- GAYIBOR Nicoué Ladjou, 2011, Histoire des Togolais des origines aux années 1960, Tome 1, Karthala - Presses de l'UL.
- GU-KONU Emmanuel, 1983, Tradition et modernité. La modernisation agricole face aux mutations rurales en Afrique noire. L'exemple du Togo, Thèse de doctorat, Paris I.
- GUYON Georges, 1989, « Faut-il se préoccuper des questions foncières ? Jusqu'où et comment ? » in Caisse Centrale de Coopération Economique, Notes et Etudes N° 21, Paris, p. 258-270.

- KADOUZA Padabô, 2012, « Le dibi-madibi: un mode de faire-valoir original dans le sud-ouest du Togo », in *Belgeo*, p. 331-344.
- KOFFIGOH Kokou, 1982, « La réforme agrofondcière au Togo » in *Enjeux fonciers en Afrique noire*, Karthala, Paris, p. 240-252.
- KOUASSIGAN, Guy-Adjété, 1966, *L'homme et la terre, droits fonciers coutumiers et droits de la propriété en Afrique occidentale*, Paris.
- KPOTCHOU Koffi, 2012, *Espaces métropolitains et (re)composition des identités en Afrique noire : regards croisés sur Lomé (Togo) et Cotonou (Bénin)*, Thèse de doctorat unique, Université de Lomé.
- LE ROY Etienne, 1997, « Patrimonialité plutôt que propriété » in *Droits de propriété et environnement*, sous la dir. de Max Falque et M. Massenet, Paris, Dalloz, p. 321-334.
- MAMAN Halourou, AGBEVE Kwami, TCHINTCHAN Soalinane, 2020, « Quarante ans de coopération agricole sino-togolaise contre l'insécurité alimentaire (1972-2012) : quels résultats ? » in *La Chine en Afrique, quelle coopération agricole pour quelle sécurité alimentaire ?* Collection actes et colloques africains, Juriscope, p. 49-63.
- MARX Karl, 2014, *Le Capital*, Flammarion, Paris.
- MENDRAS Henri, 1968, *La fin des paysans*, Paris.
- SOSSOU Koffi Amouzou, 2014, « Le droit foncier coutumier face au droit foncier moderne au Togo : cas des Akposso des origines à nos jours », in *Revue du CAMES Vol. 1, No 3 (2014) : Nouvelle Série, Sciences Humaines, N° 003– 2ème Semestre 2014*, p. 255-274.